

Ce que disent les journaux

LE STATU QUO

Semblable au lieutenant de la Dame blanche, M. Henry Maret déclare, dans la « République Française », ne rien comprendre à la situation religieuse et demande quelques explications.

L'examine dans ma toute petite jugote, et j'avoue qu'il m'est difficile de donner un avis. Et je ne vois pas comment on peut dire ce qu'on veut et qui refuse d'arranger.

Leurs prétentions se réduisent à deux qui ne me paraissent pas outre-ordinaire. Comme on ne leur concède les églises que pour dix-huit ans, ils ne peuvent se contenter que comme locataires; dès lors ils ne sauraient prendre la charge des réparations qu'après le propriétaire et pour lesquelles d'ailleurs ils n'auraient pas d'argent.

En outre, il ne seraient soumis que le choix de leurs curés au gouvernement, ce qui ne concerne en aucune manière.

Mais n'insistons pas. Quand on veut tuer son chien, on dit qu'il a la rage; et ce n'est pas la première fois que celui qui veut rompre un traité soulève des prétentions, en les mettant sur le compte de son adversaire.

Ce qui est certain, c'est que l'arrangement est à tous les diables, que la cotisation n'est plus taillée du tout et que nous voilà Gros-Jean comme avant-hier. Alors qu'allons-nous faire ?

On nous répond : « Rien. Nous allons rester dans le statu quo. » C'est là où je ne comprends plus.

Qu'est-ce que c'est que cela le statu quo ? Nous ne sommes nulle part, nous ne pouvons pourtant pas y rester. Il faut, dit un autre proverbe, qu'un porte soit ouvert sur le monde.

Elle sera ouverte. A qui ? Au curé seul ! Mais alors elle est à lui. A tout le monde ? Mais alors, il n'en voudra pas. Qui s'en occupera ? Qui la réparera ? Qu'est-ce que c'est que cette propriété, qu'on occupera sans droits, qui sera comme un terrain vague, que personne ne gardera et que régira seule la coutume, c'est-à-dire le hasard et la fantaisie ? Le statu quo, c'est de se tenir à l'air, mais, à moins d'être de Marcelline qui pouvait s'y tenir et tomber sans qu'il y eût rien, il faut bon grand, retomber sur le sol.

Quel sol ? On ne sait pas. N'importe lequel. On va bien. Quelle drôle de façon de gouverner !

ENCORE M. BRIAND

M. Bérange, de l'« Action », reprend sa campagne contre M. Briand. Quel nouveau crime a-t-il commis ?

Il est aujourd'hui acquis que les « tractations » imaginées par M. Briand et autorisées par M. Sarlo cachant un des plus dangereux pièges tendus par le Vatican à la République.

Ce piège, mis à nu par le Conseil des ministres tout entier, fut évité à temps. Du coup, le Vatican se trouva démasqué. Et la séparation fut consommée.

Nous espérons, du moins, et nous ne demandons pas plus; nous laissons même M. Briand parfaitement tranquille, lorsque plusieurs journaux officieux nous ont appris de main que notre extraordinaire ministre des Cultes « avait l'intention de soumettre à ses collègues dans un prochain Conseil, un projet de loi tendant à la constitution d'une caisse centrale destinée à venir en aide aux communes, pour l'entretien et la réparation des édifices religieux ».

Les journaux de M. Briand ajoutent même que « cette caisse serait alimentée par un prélèvement fait sur le budget de l'Église, dont l'attribution aux établissements de bienfaisance avait été décidée par la loi votée en janvier dernier ».

Cette double information du « Matin » et du « Journal » confirme absolument ce que j'avais écrit le 18 janvier dans mon article de l'« Action » : « Rome ou la France ».

Ty annonçait le lancement par M. Sarlo-Briand, d'une caisse centrale interdiocésaine des réparations et de l'entretien des édifices d'origine romaine en France. Et je démontrais que cette institution financière violerait l'article fondamental de la Constitution, d'après lequel « la République française ne reconnaît, ne subventionne aucun culte ».

Quelques amis, à ce moment, semblèrent se reprocher d'attribuer à M. Briand des calculs par trop romains.

Ces amis ont raison. M. Briand, qui est tuteur comme la mule même de M. Sarlo, n'a pas lâché son plan de traiter avec Rome.

Battu par nous sur la question des contrats-baux, il compte se rattrapper sur la question de la caisse centrale interdiocésaine.

Ce faisant, il rétablit subrepticement le budget des cultes, et il vole au budget de l'assistance sociale les millions que la loi, sa propre loi, lui attribuit il y a six semaines !

L'AFFAIRE MONTAGNI

Le « Gaulois » s'écrit en excellents termes l'attitude du gouvernement dans l'affaire des papiers de la nonciature :

Ces prétendues révélations seraient, dit-il, une sorte de chantage exercé contre l'Église.

Notre République radico-socialiste le prend toujours de très haut avec les faibles et s'incline le plus souvent très bas devant les forts.

Le Pape est sans armée, il est sans riposte, il est sans force, il est comme s'il était un de ces religieux que l'on fouaille et que l'on expulse parce qu'ils n'ont pas le moyen de se défendre.

La puissance morale est de celles que les hommes du « bloc » ne respectent pas, parce qu'elle n'agit que sur les consciences et ne cause aucun dommage matériel à celui contre qui on l'exerce.

Être au ban de l'opinion ne leur importe guère, car le public est absolument indifférent aux accusations qui l'on porte contre eux.

Eux-mêmes en ont été quelquefois surpris. Lorsque le grand orge qui renait de Panama ébranlait le Palais Bourbon, beaucoup de députés de gauche se jugèrent perdus; ils avaient tort, car ils sont aujourd'hui les maîtres de nos destinées.

Plus tard, quand M. Syveton fut nommé, on supputa que la France-Macronerie n'était au fond qu'une agence de délation, une entreprise de chantage, l'indignation fut générale. Seul, M. Laffère eut le courage de prononcer la tribune l'éloge des mouchards qui présidaient, et quand on vint au grand règlement de comptes, ce furent « les mouchards » que le suffrage universel sacrifia.

C'est une grande force d'une mauvaise réputation, d'avoir été une quelconque années, un prince de la famille impériale, et s'il ajoutait : « Seulement, il ne faut pas en abuser. »

L'IMPOT SUR LE REVENU

Le « Figaro » montre, par un exemple frappant, les charges nouvelles que fera peser sur les revenus les plus modestes le projet de M. Caillaux. C'est un employé de ministère, en même temps secrétaire d'un député, qui fait le décompte de ce qu'il devra payer avec le nouveau projet.

En matière de commis rédacteur de seconde classe, le tabac au ministère des appointements de 300 francs par mois; soit un total de 3.600 francs.

Mon patron me donnait autrefois 200 francs, pour faire, tous les matins, sa correspondance électorale. Depuis qu'il s'est rendu compte que la progression constante pouvait coûter 300 francs, soit, au total, une seconde somme de 3.600 francs.

De plus, grâce à moi, je « bibelote » un peu dans les journaux et les revues littéraires; le cas, de ce côté, quelques nouvelles, quelques fantaisies, des études respectueuses sur les quartiers de Paris qui disparaissent. Ce n'est que bien peu de chose, et cela ira en diminuant, sans doute, car le travail de mon député me laisse de moins en moins de loisirs. Mais je devrais, après le loi, indiquer loyalement ce que ces travaux supplémentaires m'ont rapporté au cours de l'année dernière, c'est-à-dire très exactement 1.427 fr. 25.

Enfin, grâce à des prodiges d'économie, je suis arrivé, depuis quinze ans, à acheter de temps que quelques quarts d'obligation de la ville de Paris, deux ou trois communaux, et un ou deux « fontaines ».

J'ai pour cela, touché l'an dernier 119 fr. 87 de coupons, représentant 132 fr. d'intérêt brut pour un capital de 4.750 à 4.800 fr. en chiffre rond.

Je suis donc un affreux capitaliste qui, en travaillant quinze heures par jour, même les dimanches et autres jours de fête, est arrivé à gagner, l'année dernière, un total de 8.747 fr. 32.

Voilà mes quelques d'obligation pour la même année 1906. N'exerçant point de profession soumise à la loi des patentes, j'ai acquis 2 fr. 25 de « cote personnelle » et 58 fr. 76 de « cote mobilière », formant un total de 34 fr. 17 pour l'Etat et de 28 fr. 84 pour le département et le commerce.

De plus, j'ai payé 4 fr. 25 sur un loyer de 850 fr. pour la fameuse taxi municipale de remplacement des droits d'octroi sur les boissons hygiéniques. J'ai donc versé exactement ce que je devrais payer avec le projet Caillaux.

Mes petites économies n'étant pas placées en rente, je devrais payer un impôt général de 4 pour cent sur 132 fr. de revenu (2^e catégorie); soit fr. 5,26.

Pour les appointements (6^e catégorie), je devrais payer un droit général de 3 pour cent sur une somme de 8.627 fr. 35, dont il convient de retrancher 2.500 fr. d'exemption à la base, c'est-à-dire sur 6.127 fr. 35; soit 183 fr. 82.

De plus, je devrais un impôt « complet » sur l'ensemble de mes revenus qui est, pour un total de 8.501 à 9.000 fr., fixé au taux de 75 fr.

Et ce n'est pas tout ! Cela, c'est la part de l'Etat, c'est ce qu'on va me réclamer pour remplacer les « cinq contributions directes actuelles » qui sont « supprimées ». Or, elles sont « supprimées » sans l'être, car il restera toujours la part du « département et de la commune », qui reste basée sur elles. C'était, pour moi, l'an dernier, une somme de 26 fr. 84; j'espère que celle-ci ne changera pas.

Maintenant, fais l'addition : 5 fr. 26 d'une part, 183 fr. 82 de l'autre, 75 fr. d'une troisième, et 26 fr. 84 d'une dernière, cela fait un total de 290 fr. 94 au lieu de 65 fr. 31, c'est-à-dire à peu près quatre fois et demie ce que je paie actuellement.

ARISTIDE BRIAND

M. André Mauré fait dans le « Gil Blas » un portrait assez curieux de M. Aristide Briand. En voici le passage le plus original :

Le difficile, le rare, le paradoxal, ont pour cet homme d'irrésistibles attractions. C'est difficile ? C'est fait. C'est impossible, ça se fera ! Cette devise, qui fut, dit-on, à Napoléon, doit appartenir, aujourd'hui, à M. Aristide Briand. Il disait à la tribune :

« Est-ce une bataille éminente que vous voulez engager ? » Un radical, plus pressé de gros bon sens que d'adresse, répondit :

« Nous ne sommes pas ici pour faire de l'élegance. » M. Aristide Briand a dû se rendre compte que pas lever les épaules. Et, lorsqu'il désire faire pénétrer ses idées dans le public, ce n'est pas à l'« Humanité » qu'il s'adresse. Pourquoi porter l'eau à la rivière ? Il convoque le reporter de l'« Echo de Paris » et ce sont des nationalistes qu'il oblige à l'entendre. « Briand trahit », s'écrie-t-on dans certains milieux.

Non, il manœuvre. Bien assis dans sa salle, le député dédaigneux, il s'amuse à faire danser sa monture autour de l'obstacle qui se trouvera franchi — c'est sa conviction — sans que personne s'en soit aperçu, même pas la banquette que les sabots du cheval n'effleurent pas.

Cette méthode est-elle bien celle qui convient avec une aussi rusée personne que l'Église ? Qui l'emportera de ces deux indices aux prises ? Rien en ce monde ne se fait d'irréparable. La patience et la longanimité d'Aristide Briand aura prouvé la fertilité de ses ressources et l'ingéniosité de son esprit. Et s'il fallait jurer sur sa motte en peine d'un homme comme celui-là, il est un poste où sa place est déjà marquée, un poste où ses qualités de charme et de ténacité douce et enveloppante pourront donner la plus aisée des carrières et où, tout au plus, la rudesse engendrera les catastrophes.

M. Aristide Briand, avec ou sans ambassadeur auprès du Vatican, sera, dans le ministère qui succédera au ministère Clémenceau, ministre des Affaires étrangères.

CHOSSES DE THÉÂTRES

M. Gibier a présidé dimanche une conférence religieuse de M. l'abbé Gayraud, au théâtre de Versailles, et expliqué un sujet nouveau, il faut de nouveaux moyens d'attraction.

Pendant que la corruption universelle va se transformant en un théâtre à suivre la dégradation générale, et il n'est pas jusqu'à la Comédie-Française qui depuis une dizaine d'années ne soit devenue, à certaines heures, presque un mauvais lieu.

Plus tard, quand M. Syveton fut nommé, on supputa que la France-Macronerie n'était au fond qu'une agence de délation, une entreprise de chantage, l'indignation fut générale. Seul, M. Laffère eut le courage de prononcer la tribune l'éloge des mouchards qui présidaient, et quand on vint au grand règlement de comptes, ce furent « les mouchards » que le suffrage universel sacrifia.

C'est une grande force d'une mauvaise réputation, d'avoir été une quelconque années, un prince de la famille impériale, et s'il ajoutait : « Seulement, il ne faut pas en abuser. »

Le conseil était peut-être sage : il a bloqué le pa à la suite de l'abus et s'en trouve au mieux.

et mensongère de l'une de nos plus grandes saintes.

On a beau courir au XVII^e et au XVIII^e siècle pour savoir si le théâtre était ou n'était pas favorable à la saine morale. Le moyen-âge avait résolu la question fort habilement dans les « Mystères chrétiens ». Mais il faut convenir que soit au XVIII^e siècle, soit au XIX^e, le genre moraliste a fait beaucoup plus de mal que de bien.

C'est ce qui explique la juste défiance du clergé de France et des catholiques contre le théâtre.

Cependant, tandis que nous nous en tenons à l'écart, on y dirigeait toutes choses contre nous, et l'on y forgait des armes pour tourner de nous en plus l'opinion publique contre les idées religieuses.

Julis, protestants, libres-penseurs s'emparaient de la position, et soit dans le « Juif-Errant », soit dans le « Fils de Giboyer », soit même dans ces partitions des « Huguenots », mauvais opéra d'un Juif qui chantait avec conviction tant de belles filles catholiques, on multipliait contre la religion les attaques passionnées.

Plusieurs catholiques avaient compris, à un certain moment, l'inconvénient de négier toute défense en présence de tels assauts; Veullout à écrit ses pages les plus fines, les plus spirituelles, les plus mordantes contre certains auteurs de pièces anticléricales, et l'on se souvient des articles étincelants de verve et de malice que Barbey d'Aurevilly consacrait au même sujet.

J'ai connu de saints prêtres, d'excellents religieux, comme notre ami R. P. Vincent de Paul Bailly ou comme le vénéral et regretté chanoine Chaumont, qui ne cessait de réclamer que l'on s'occupât davantage d'organiser, en face du théâtre sacrilège, le théâtre social et chrétien.

Longtemps on avait dit : le roman honnête et chrétien est impossible; il serait illisible, sans intérêt. Les René Bazin et tant d'autres depuis, ont démontré l'absurdité de cette affirmation.

Il en sera ainsi pour le théâtre social chrétien. Daniel Robert donne, cette semaine, la première de « Leurs fils », contre l'enseignement laïque. Il a des initiateurs et l'on nous annonce de tous les côtés de hardies et intelligentes initiatives chrétiennes : le « Mystère de miséricorde », par Jacques Debout, « Les Deux consciences », par Armand Renaud, etc.

Le théâtre chrétien de Nancy, par son éclat et son incontestable succès, a été un des faits sociaux les plus considérables de notre temps. Je regrette vivement, pour mon compte, que M. Botrel ne soit pas venu donner un beau drame. Notre-Dame Guesclin, devant nos grands yeux, toires de faubourg, si vivants, si bien faits pour le comprendre.

Autre fait significatif : Mgr Gibier, évêque de Versailles, n'ayant pas d'église à Paris, a voulu inaugurer l'apostolat par tous les moyens. C'est le théâtre de Variétés de Versailles pour tous les Carême et y fait donner par M. l'abbé Gayraud de superbes conférences sur « la divinité de Jésus-Christ ».

Il me permet de redire ici : « Dum ommi modo inchoantur. Christus, si Poursuivez le théâtre chrétien, si vous le faites, vous serez un grand homme. Notre-Dame Guesclin, devant nos grands yeux, toires de faubourg, si vivants, si bien faits pour le comprendre.

Sur tout encourageons et sachons promouvoir avec intelligence et persévérance le développement du théâtre social chrétien.

LE PARISIEN.

Les progrès du catholicisme en Angleterre

Il s'agit ici de l'Angleterre proprement dite, l'Écosse et l'Irlande mises à part. Les pages que nous publions sont empruntées aux « Annales de la Jeunesse catholique ».

Elles émanent de catholiques, d'un diocèse de Liverpool, aujourd'hui professeur de théologie à l'Université d'Angers, M. Maurice de La Taille.

Y a-t-il progrès numérique ? En 1814, les catholiques étaient 160.000. Aujourd'hui ils sont de 15 à 1.600.000. Sur ce chiffre, qui paraît au premier abord triomphant, plusieurs remarques s'imposent. — Première : l'accroissement n'est pas dû uniquement, ni même principalement, à des conversions. Les conversions, depuis le commencement du mouvement d'Oxford, c'est-à-dire dans les soixante dernières années ne dépassent pas 600.000. C'est donc un moyen annuel de 10.000. De ce pas, il faudrait cent ans pour convertir un million d'Anglais, mille ans pour 10 millions. En core, le mouvement vers Rome s'étant ralenti dans ces vingt ou trente dernières années, les conversions ne sont-elles plus guère, à l'heure actuelle, que de 7 à 8.000 par an.

De plus, il faut toujours comparer le chiffre des conversions et celui de défections. Dans les bas-fonds de l'immigration irlandaise, le coulage des enfants de parents catholiques, plus ou moins éteints, ou de mariages mixtes, a été énorme et incalculable. Londres, spécialement, a vu disparaître de son territoire un nombre de catholiques, on se tromperait gravement en accusant, de ce chef, la négligence des prêtres d'Angleterre, peu nombreux au fort de cette invasion et souvent face à face — cela est positif — avec des forces plus nombreuses et plus fortes que toutes les saintes et que tous les zèles. Au surplus, les cadres et l'organisation actuelle du clergé paroissial, tant régulier que séculier, garantissent suffisamment l'Église contre le retour d'un pareil état de choses, au moins sur une grande échelle.

Si le chiffre total de l'immigration catholique irlandaise est impossible à déterminer exactement, il est plus facile, grâce aux registres paroissiaux, institués à « Liber status animarum », qui sont tenus à jour dans chaque paroisse par le prêtre qui lui est spécialement affecté, d'évaluer la quantité d'Irlandais ou enfants d'Irlandais restés catholiques. Et quand on songe qu'il y en a 200.000 rien qu'à Liverpool, et probablement un nombre approchant à Londres, on ne sera pas étonné de la vérité en disant que le catholicisme en Angleterre proprement dite a 6 à 700.000.

Il y aurait lieu ensuite de comparer l'accroissement de la population catholique à celui de la population générale. Et, réparti sur les cent dernières années, ce calcul sera évidemment à l'avantage des catholiques, la population de l'Angleterre n'ayant, à beaucoup près, décliné pendant ce temps. Mais, si on ne compare que depuis les Irlandais ou s'est ralenti l'immigration irlandaise et la conversion, il

faudrait, suivant certaines statistiques, de source protestante, conclure que l'accroissement de la population catholique est proportionnellement inférieur à celui de la population générale. Ce fait, s'il est réel, peut tenir, entre autres causes, à la difficulté plus grande des mariages pour les catholiques, généralement en France, et de plus, en dehors des grands centres, assez en peine de trouver des partis catholiques. Il ne faut pas oublier, non plus, le déplorable effet des mariages mixtes, surtout célébrés sans dispense, et à l'Église protestante, ou simplement devant l'officier d'état-civil d'ailleurs valides en Angleterre, au point de vue canonique bien qu'illicites, — l'emplacement dirimant de clandestinité porté par le Concile de Trente n'y ayant pas été promulgué.

Quoi qu'il en soit, en voilà assez, au point de vue numérique, pour faire tomber certaines illusions naïves, qui sont loin d'être partagées en Angleterre. La « Jeunesse catholique » disait Manning aux obsèques de Wiseman, en 1855 : « Pensez-vous que nous attendions à voir les 20 millions d'Anglais s'endormir le soir protestants et se réveiller le matin catholique ? Connaissez-vous un sage de l'histoire moderne qui ait assez peu la sagesse de l'illustre mort, qu'il fut nous entourons ici... »

Un tel songeur ne peut être considéré, non pas tant en surface qu'en profondeur, et en rayonnement. Progrès en qualité d'abord tant par suite de l'afflux des âmes d'élite venues de l'anglicanisme, que du travail des catholiques sur eux-mêmes. Il faut établir deux catégories : il y a les conversions par besoin du cœur. Les premières sont bonnes; c'est le jugement du très grand évêque de Liverpool, et c'est l'expérience de la confirmation. Grâce au temps, considérable qu'on met à faire le sujet, trois à six mois par exemple, l'initiation arrive à être un acte sérieux et réfléchi, et éclairé sur les preuves de l'Église et le bien-fondé de ses doctrines. A vrai dire, rien de plus facile que de convertir un prévenu; il n'y a qu'à l'interdire l'histoire de son pays et à l'évangéliser.

Les conversions pour mariage sont les plus nombreuses, semble-t-il, dans le peuple. Mais, même là, on se convertit aussi par motifs de pure religion, et, sans doute, tout prêtre pourrait trouver dans ses souvenirs personnels, des exemples de ce genre. C'est un jeune homme venant demander à être reçu dans l'Église, et par motif de mariage.

Non. Pourquoi alors ? Parce que, au cours de la campagne sud-africaine, j'ai été en rapport avec des camarades catholiques, et que j'ai vu leur supériorité morale. Ou cette jeune fille, infirmière dans la même guerre sud-africaine, qui mourut sous les coups des soldats catholiques; chez les uns, c'était le trouble; chez les autres, le prêtre à peine passé, la paix et le bonheur. Mais ces conversions pleinement spontanées, surtout nombreuses, sont le résultat de l'éducation. Elles ont leur source dans une classe cultivée. C'est l'élite de l'Angleterre qui rentre par cette porte dans l'Église; élite de clergé anglais, de Newman au jeune Benson, fils du grand archevêque de Canterbury, sans oublier les Croft, Robinson, les Mathurin, etc.; High, les Kerr, les Douglas, les Osborn, etc.; élite des professions libérales — il faudrait trop nommer. Si l'on excepte l'industrie et le grand commerce, la proportion des conversions dans les classes cultivées se justifie par les motifs que nous venons de dire.

Elles ne peuvent manquer de concilier un respect et un intérêt sympathique à une Église qui exerce une attraction si fascinatrice sur les meilleurs et les plus distingués de son milieu. Encore un grand acte de sacrifice pour remplir avec les avantages sociaux de nos ordres, domestique, politique, économique, que malgré l'égalité légale, la pratique de la foi protestante n'a pas permis d'assurer ses adeptes anglais ou irlandais — esprit de sacrifice porté jusqu'à l'héroïsme dans le cas des hommes d'Église, mariés et pères de famille, tout un coup sans ressources, obligés de se délasser.

Indépendamment des conversions, l'Église est encore un grand lustre de la valeur de son clergé, et de l'activité des laïques. Le prêtre anglais est généralement un homme d'une culture toute britannique, l'esprit ouvert, éminemment sociable, très apprécié et respecté par les protestants, même par les catholiques. Extrêmement romain, fermement attaché aux doctrines et aux pratiques spécifiquement catholiques, il tient de son éducation plus encore que de son milieu original, ordinairement populaire, un tact, une franchise, des cordons. C'est un homme de l'habitude de la vie un homme du meilleur monde, patiemment à sa place dans les salons les plus distingués et dans les faubourgs. On n'a vu de lui que le meilleur, et son caractère est de plus en plus apprécié.

Quant aux laïques de marque, il est de tradition pour eux de faire bénéficier l'Église de tout l'appui que peut donner un tel talent ou une telle influence. On voit les œuvres, institutions, organisations catholiques, qui vont de Londres, le duc de Norfolk, le marquis de Ripon, lord E. Talbot, la duchesse de Newcastle, lady Herbert de Len, etc., etc.

Dans les comités, les représentants, s'il y a de la taille, si ce n'est la courtoisie, soit donnée par courtoisie aux secrétaires, nécessairement les plus actifs de tous les membres. La « Catholic Association » qui groupe en un faisceau compact les forces catholiques en vue des élections législatives provinciales et municipales, sur le terrain de l'intérêt religieux, et principalement de la défense des écoles libres subventionnées, et de l'éducation professionnelle des enfants assistés, vient d'être fédérée dans les diocèses de Westminster et de Southwark, sous la présidence générale des ordres, des écoles, les Comités communaux devant être de préférence, au gré de l'archevêque de Westminster et de son collègue de Southwark, présidés par des laïques, tandis que les curés seront de droit vice-présidents.

Intime et cordiale et confiante coopération de ces deux ordres. Heureuse combinaison du principe d'autorité représenté par la hiérarchie, et des nécessités de l'initiative laïque; aboutissant à la création de ces Comités diocésains, dont les membres sont élus par les paroisses, et nommés par l'évêque, mi-partie élus par les Comités communaux, eux-mêmes soumis en totalité au scrutin populaire.

C'est cette ardeur et cette richesse de vie, c'est cet accord de toutes les bonnes volontés et de tous les zèles, cette coopération de toutes les énergies et de toutes les supériorités qui, pour une grande part, assure à l'Église d'Angleterre une situation si disproportionnée avec ses faibles effectifs, un prestige si éclatant, une influence

si profonde sur la vie religieuse, intime de la nation, ou, du moins, de la fraction croyante et religieuse, surtout anglicane, aujourd'hui gagnée aux idées et aux tendances catholiques, en attendant qu'elle soit, dans combien de décades ou de siècles, réunie au centre de la catholicité.

L'Église, disait, en octobre dernier, le Révérend R. H. Benton, à aujourd'hui une situation et des chances qu'elle n'a jamais eues depuis Jacques II. L'Angleterre, dans son ensemble, est extraordinairement bien placée, des Wesleyens, de l'Armée du Salut, des 336 sectes au regard vers l'Église en se demandant si elle ne serait pas la Cité de la paix. Mais, qu'on n'en doute pas, ce qui, plus que tout le reste, assure aux catholiques anglais cet avantage, c'est ce qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part.

Le fait qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part.

Le fait qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part.

Le fait qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part.

Le fait qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part.

Le fait qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part.

Le fait qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part.

Le fait qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part.

Le fait qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part.

Le fait qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part.

Le fait qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part.

Le fait qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part.

Le fait qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part.

Le fait qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part.

Le fait qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part.

Le fait qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part.

Le fait qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part.

Le fait qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part.

Le fait qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part.

Le fait qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part.

Le fait qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part.

Le fait qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part.

Le fait qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part.

Le fait qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part.

Le fait qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part.

Le fait qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part, fait qu'ils ne sont pas une secte à part.